

LEIA Vol. 22



Liminaires – Passages interculturels

Teresa Orecchia Havas & Norah Giraldi Dei Cas (éds/eds)

Sujets migrants: rencontres avec l'autre
dans les imaginaires hispano-américains

Migrantes: encuentros con el otro
en el imaginario hispanoamericano

Peter Lang

Liminaires – Passages interculturels

Face aux incessantes mutations des sociétés contemporaines, il semble aujourd'hui plus pertinent que jamais de poursuivre la réflexion engagée par les sciences humaines sur les dimensions culturelles et identitaires des migrations. Les auteurs de ce volume, tous des spécialistes de l'Amérique latine, abordent des textes littéraires et des situations historiques qui apparaissent comme des espaces privilégiés pour l'étude de la représentation des frontières et de la perception de l'autre, ainsi que des imaginaires de la traversée et de l'exil. Ils mettent en relief la prégnance de l'hétéroclite et de l'hybride dans les rapports sociaux, et analysent la construction de nouvelles identités et le travail de la mémoire individuelle prise dans le cadre du changement des mentalités.

Teresa Orecchia Havas, Professeur à l'Université de Caen, et Norah Giraldi Dei Cas, Professeur à l'Université de Lille, font partie du réseau NEOS–NEWS Amériques (Nords/Ests/Ouests/Suds–Amériques), qui réunit des chercheurs venant de plusieurs pays européens et américains. Spécialistes des littératures et civilisations du Rio de la Plata, elles ont publié de nombreux articles sur la littérature contemporaine de ces pays ainsi que plusieurs volumes thématiques collectifs.

Ante las mutaciones incesantes de las sociedades contemporáneas, hoy parece más necesario que nunca continuar las investigaciones iniciadas por las ciencias humanas sobre la dimensión cultural e identitaria de las migraciones. Los autores de este volumen, especialistas todos ellos de América latina, abordan textos literarios y situaciones históricas que surgen como espacios privilegiados para el estudio de la representación de las fronteras y de la percepción del otro, o aun de los imaginarios de la travesía y el exilio. Destacan así la presencia de lo híbrido y de lo heterogéneo en las relaciones sociales, y analizan la elaboración de nuevas identidades y los trazados de la memoria individual en el marco de los cambios de mentalidades.

Teresa Orecchia Havas, catedrática en la Universidad de Caen, y Norah Giraldi Dei Cas, catedrática en la Universidad de Lille, forman parte de la red NEOS–NEWS Amériques (Nords/Ests/Ouests/Suds–Amériques), que reúne investigadores procedentes de diversos países europeos y americanos. Ambas son especialistas de la literatura y la civilización del Río de la Plata, y han publicado numerosos artículos sobre la literatura contemporánea de los países del área, así como varios volúmenes temáticos colectivos.

Sujets migrants: rencontres avec l'autre
dans les imaginaires hispano-américains

Migrantes: encuentros con el otro
en el imaginario hispanoamericano

Liminaires – Passages interculturels

Collection dirigée par Silvia Fabrizio-Costa

Domaine italien: Paolo Grossi

Domaine espagnol: Teresa Orecchia-Havas

Domaine français : Anne Surgers

«Liminaires – Passages interculturels» est une collection publiée par le LASLAR (Lettres Arts du Spectacle Langues Romanes) de l'Université de Caen-Basse Normandie. Le LASLAR rassemble des francisants, des italianistes, des hispanistes dont les champs d'intérêt et de recherche traversent de nombreuses disciplines et portent sur différentes époques de notre culture, du Moyen Âge au XXI^{ème} siècle.

Cette collection prend, sans solution de continuité, la suite de «Liminaires-Passages interculturels italo-ibériques» et présente des travaux conduits dans ce nouveau cadre institutionnel où les chercheurs romanistes du LEIA construisent leurs recherches de façon féconde avec des chercheurs en littérature française et arts du spectacle (théâtre et cinéma).

«Liminaires – Passages interculturels» accueille des ouvrages en langues romanes répartis en trois grands domaines (italien, espagnol et français): des actes de colloques, des cycles de conférences, des thèses de doctorat, des recherches de jeunes chercheurs ou de collaborateurs universitaires ou non, des éditions de textes dans une perspective pluriculturelle.

Sujets migrants: rencontres avec l'autre dans les imaginaires hispano-américains

Migrantes: encuentros con el otro en el imaginario hispanoamericano

Teresa Orecchia Havas
&
Norah Giraldi Dei Cas
(éds/eds)

LEIA

Université de Caen
Vol. 22 – 2012



PETER LANG

Bern • Berlin • Bruxelles • Frankfurt am Main • New York • Oxford • Wien

Information bibliographique publiée par «Die Deutsche Nationalbibliothek»
«Die Deutsche Nationalbibliothek» répertorie cette publication dans la
«Deutsche Nationalbibliografie»; les données bibliographiques détaillées sont
disponibles sur Internet sous <<http://dnb.d-nb.de>>.

Publication réalisée avec le soutien de l'Equipe de Recherches Lettres,
Arts du Spectacle, Langues Romanes (LASLAR)
de l'Université de Caen – Basse Normandie.

Illustration de la couverture: *Trieste* © by Teresa Orecchia Havas

ISBN 978-3-0343-1103-8 E-ISBN 978-3-0352-0115-4
ISSN 1660-1505

© Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne 2012
Hochfeldstrasse 32, CH-3012 Berne, Suisse
info@peterlang.com, www.peterlang.com

Tous droits réservés.

Cette publication est protégée dans sa totalité par copyright.

Toute utilisation en dehors des strictes limites de la loi sur le copyright est
interdite et punissable sans le consentement explicite de la maison d'édition.
Ceci s'applique en particulier pour les reproductions, traductions, microfilms,
ainsi que le stockage et le traitement sous forme électronique.

Imprimé en Suisse

Sommaire

Préface

Norah GIRALDI DEI CAS, Cathy FOUREZ, Teresa ORECCHIA HAVAS La migration ou l'ailleurs déplacé	IX
---	----

Frontière, récits de vie et littérature au Mexique

Lucía MELGAR Más allá de las fronteras de la impunidad: el feminicidio en Ciudad Juárez y la Sentencia del Campo algodonoero	3
Cathy FOUREZ Paysages, couleurs du déplacement et <i>hospitalitas</i> dans le roman <i>La mitad del infierno</i> d'Oscar Palacios	25
Ada SAVIN <i>Diary of an Undocumented Immigrant / Diario de un mojado</i> de Ramón «Tianguis» Pérez: face-à-face avec l'autre	45
Anaïs FABRIOL De la banalidad del cruce. Representaciones del pase de la frontera en las letras bajocalifornianas contemporáneas	57

Immigration, cultures populaires et culture savante au Río de la Plata

Lelia AREA Sur, globalización y después... (Acerca de Washington Cucurto, su «realismo atolondrado» y la Editorial <i>Eloísa Cartonera</i>)	79
--	----

Perla PETRICH

Las migraciones argentinas: memoria y literatura 103

María Angélica SEMILLA DURÁN

Los caminos del migrante en *Si me querés, queréme transa*,
de Cristian Alarcón. Tramas y representaciones 125

Carlos DEMASI

Las múltiples dimensiones de las migraciones en Uruguay 149

Traversées: Conflits et harmonies des identités

Dominique DIARD

Jules Supervielle: d'une rive à l'autre, une écriture
de l'identité double 177

Fatiha IDMHAND

Heureux qui comme Vladimir...
Portrait d'un migrant par Carlos Liscano 203

Lionel SOUQUET

Arenas et Puig entre Ariel et Caliban: le passage des frontières
entre idéologies et imaginaire 235

Passages inter-linguistiques et constructions du sens

Claudio CIFUENTES-ALDUNATE

La semántica del viaje en *Semejante a la noche*
de Alejo Carpentier 277

Teresa ORECCHIA HAVAS

La traducción, cruce de fronteras culturales
en el campo literario argentino 289

Témoignage

Carlos LISCANO

El escritor como inmigrante..... 311

Post-scriptum 319

Notices biographiques des auteurs..... 321

Préface

La migration ou l'ailleurs déplacé

NORAH GIRALDI DEI CAS, CATHY FOUREZ,
TERESA ORECCHIA HAVAS

Il y a bien des manières de migrer, il y a bien des manières d'être étranger¹, il y a bien des manières d'être autre, d'être l'autre. La gestion de la pluralité des mondes née des migrations internationales à l'échelle locale, régionale et nationale, génère, aujourd'hui plus que par le passé, des tensions entre la construction récente de politiques anti-discriminatoires et le renforcement ségrégatif de frontières de plus en plus poreuses. Pourtant le phénomène migratoire est considéré comme l'une des composantes de la plupart des sociétés actuelles, et représente, à l'échelle du métissage, un socle social ainsi qu'un capital culturel remarquable. Les migrations entre les différents Etats, comme celles qui se sont produites depuis plus de cinq siècles en direction des Amériques, constituent des déplacements qui ont pris de multiples aspects et ont donné lieu à des destins bien divers. Pour les évoquer rapidement, il suffit de penser à quelques exemples notoires: les nombreux Africains «importés» depuis le XVI^e siècle et pendant la période de la colonisation dans les Caraïbes et sur les côtes brésiliennes comme main d'œuvre esclave; l'importante migration d'Européens et d'Asiatiques qui s'installent au Pérou et dans les villes de la côte du Pacifique depuis la fin du XIX^e siècle, ou encore les flux d'immigrants en provenance de l'Europe méridionale qui vont peupler les rives de l'Océan Atlantique et du Río de la Plata. Une autre vague prendra au XX^e siècle le chemin inverse, notamment comme conséquence des coups d'Etat au Chili, en Argentine et en Uruguay dans les

1 Voir Nicole Lapierre, *Pensons ailleurs*, Editions Gallimard / Folio-Essai, Paris, 2004.

années 1973-1983. Cette migration transocéanique se trouve constamment doublée et/ou accompagnée de migrations à l'intérieur des Etats ou entre les Etats: il s'agit en effet de populations, souvent des villages entiers ou des groupements de familles, à la recherche d'une vie meilleure. Les exemples, dans le cas de déplacements de paysans vers les grandes villes, sont considérables tant dans la zone andine qu'au Mexique ou au Brésil; les migrants originaires des pays de l'Amérique centrale ou d'autres pays du Sud en direction des Etats-Unis s'avèrent également innombrables. La littérature rend compte, régulièrement, de ces déplacements; nous pourrions citer à ce propos des exemples tirés des œuvres les plus significatives de la deuxième moitié de ce dernier siècle, comme l'errance inter- communautaire du personnage protagoniste de *Los ríos profundos* de José María Arguedas, les poèmes de l'exil réunis par Juan Gelman dans les deux volumes d'*Interrupciones*, le voyage vers l'Europe de ceux qui fuient les tyrannies du Cône Sud chez Daniel Moyano dans son *Libro de navíos y borrascas*, ou même les déambulations des héros de *Los detectives salvajes* de Roberto Bolaño. De telles représentations montrent qu'il y a bien des manières de migrer et que migrer est aussi se déplacer dans sa propre langue et se situer par rapport à la langue de l'autre; la littérature, le cinéma, la photographie peuvent sans aucun doute nous aider à comprendre et à explorer ces mouvements constants, ces changements d'une identité collective en devenir.

Car les migrations sont souvent le résultat de conflits sociaux et/ou politiques, elles creusent des différences, mais contribuent également aux croisements et aux imbrications culturelles au sein de la société qui les accueille. Or, l'observation de l'expérience contemporaine des migrations qui est représentée dans la littérature et les autres expressions artistiques nous amènerait à remettre en cause l'organisation actuelle des Etats tels qu'ils ont été dessinés dans les Amériques et en Europe depuis la fin du XIX^e siècle. Du point de vue de la géographie humaine par exemple, tant de minorités sont devenues aujourd'hui localement majoritaires, comme cela arrive notamment aux Etats-Unis, qu'il est pratiquement impossible de les cartographier à

l'intérieur des frontières géopolitiques actuelles d'une manière qui soit en accord avec la complexité des réalités culturelles.

Comment donc penser ces secousses qui apparemment s'emparent de la société normée en présence du migrant? Comment le discours littéraire, la photo, le cinéma, le témoignage, décrivent-ils ces mutations? Ces changements sont-ils uniquement perçus comme des expériences de perte et de destruction, ou bien comme une forme d'enracinement de l'autre dans le plus profond de l'homme? La crise et le conflit peuvent rendre silencieux, mais ils peuvent aussi délier la voix du sujet confronté à la séparation et à l'éloignement d'avec ses attaches (son lieu d'origine, de vie ou de travail), comme nous le donne à lire la poésie de Juan Gelman, où ils sont le symptôme qui révèle le nœud tragique de la perte.

Tout en se préparant à des nouvelles expériences qui se traduisent bien souvent par la lutte pour survivre et s'installer dans ce qui est imaginé comme un monde meilleur, un lieu nouveau qui lui permettra peut-être de se reconnaître dans (ou de se défaire de) la vérité qui l'habite, le migrant s'organise d'abord autour d'une recherche de soi et du même dans la confrontation avec l'autre et les autres. Et c'est au long de ce parcours que s'approfondissent les croisements ou les aliénations, que se dispersent ou s'imbriquent les points de contact, créant ainsi, constamment, un champ partagé entre la perte et le plaisir de la nouveauté, entre l'abandon et l'apprentissage, entre l'assimilation et le rejet de ce qui est un nouveau vécu. Mais l'univers du migrant est non seulement stratifié mais aussi diversifié; on ne migre pas de la même façon selon sa nature et son âge (femme, homme, adulte ou enfant), selon ses origines sociales ou son niveau de qualification. Le capital culturel et l'éducation du migrant peuvent aller jusqu'à modifier complètement les normes d'accueil d'un pays. Concernant les Amériques, on a tendance à se limiter à deux sortes de migrants: ceux qui représentent, chaque année, un flux important d'hommes à la recherche d'un travail dans les villes les plus industrialisées (soit dans le pays d'origine, soit dans les pays frontaliers), dont l'exemple le plus connu est illustré par la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, et puis les exilés, les opposants aux régimes totalitaires qui ont décimé les

pays du Sud et des Caraïbes pendant plusieurs décennies au cours du XX^e siècle. Cependant, comme c'est le cas au Mexique, un même pays peut être à la fois un pays d'émigration et un pays de destination et de passage de nombreux migrants.

Il est donc pertinent de se demander si, même en courant des risques et en se mettant en danger, comme la figure d'Ulysse le signifie pour le mythe, ce n'est pas dans la migration que l'on échappe à l'emprise des idées fixes, que l'on se forme ou se transforme, en raison notamment des glissements constants vers des (re)compositions hétéroclites et des rapprochements insolites, pour le meilleur comme pour le pire. De l'expérience du dépaysement géographique, idiomatique, social naissent de nombreuses et inattendues identités et pensées, visiblement ou confusément décalées, rejetées, déviantes, dérangeantes, inventives. Les migrations sont source de mélanges qui, comme le démontrent Alexis Nouss et François Laplantine dans *Métissages de Arcimboldo à Zombi*², ne sauraient se restreindre à une sorte d'osmose harmonisée; au contraire, elles puisent leur énergie dans leur(s) nomadisme(s) et leur(s) instabilités(s) même(s). Dans un monde où les notions d'acculturation, de «globalisation» et de pratiques culturelles transnationales ne cessent de se côtoyer, l'identité ne serait plus à assimiler à l'idée de nation, mais, entre autres, à la langue, à la tenue vestimentaire ou aux normes de comportement. Des migrations jaillirait, et ce depuis l'espace du passage, de la transformation et de l'altérité, un nouveau langage qui transiterait entre l'extérieur et l'intérieur, entre la normalité et l'anomalie; surgirait donc un horizon pour penser ailleurs, un langage pour être, dire, narrer et pouvoir, quel que soit le contexte et le vécu. Car, comme le souligne Michel Foucault «il n'y a d'histoire que par le langage³» et le langage peut être un univers de mots, d'images, de musique, mais aussi une représentation gestuelle ou vestimentaire.

2 Alexis Nouss et François Laplantine, *Métissages de Arcimboldo à Zombi*, Paris, Editions Pauvert, 2001.

3 Michel Foucault, *Dits et Ecrits*, Vol. 1, Paris, Gallimard, 1996, p. 164.

Comment donc étudier les migrations aujourd'hui? Pourquoi s'interroger sur les lieux et figures de la représentation de ces déplacements? Divers milieux sociaux, professionnels et culturels – tels que le monde de l'entreprise, l'action sociale, les enseignants et chercheurs, le mouvement associatif – tentent de prendre en compte le multiculturalisme et les nouvelles représentations sociales qui en émergent. Alors que certains modèles d'intégration sont en crise, et que nous assistons en dépit des mobilités de plus en plus internationalisées à la réapparition de communautarismes et à la mise en place de politiques ethnocentristes basées sur «l'identité nationale», la question de l'altérité s'impose à partir de l'expérience du multiple et de la confrontation des individus et des groupes sociaux. Plusieurs ambivalences problématiques semblent alors devoir être enregistrées: celle de l'autre ami/ennemi, avec lequel on peut instaurer des relations de coopération ou, au contraire, de conflit; celle de la hiérarchisation normative de modèles culturels – notamment dans le cadre de l'approche du genre dans certaines sociétés (patriarcales et/ou misogynes), mais aussi dans le cadre de l'immigration étrangère à travers l'acceptation ou l'exclusion du «déplacé»; celle, enfin, de l'opposition entre diversité et différence qui peut donner lieu à la construction de frontières autour des groupes sociaux. L'altérité, qu'elle soit le résultat d'une composition sociale exogène, édifiée à des fins idéologiques en faveur ou à l'encontre de la différence, ou endogène, porte-drapeau d'une identité revendiquée, semble inséparable de la territorialité des confins, mais aussi de la délimitation et de la construction, pour chacun, d'un territoire d'identité et d'un imaginaire propre. Paradoxalement, les liens entre individus se délitent et s'amenuisent, les divisions prolifèrent et tendent à se légitimer. Dans une actualité mondiale où la pluralité culturelle s'étend et où s'implantent de nouvelles frontières sociales et économiques, il est intéressant d'explorer et d'analyser dans la création littéraire et le témoignage des sujets migrants ce que la frontière signifie; cette ligne de division et de rapprochement, cette «frontière» au sujet de laquelle le philosophe et sociologue allemand Georges Simmel rappelle qu'elle «n'est pas un fait spatial avec des

conséquences sociologiques, mais un fait sociologique qui prend une forme spatiale⁴».

De nos jours, force est de reconnaître que la dernière modernisation promue par les mutations et le renouvellement technologique a prospéré au détriment de l'idéologie de la modernité, qui prônait l'évolution vers le bien-être de l'humanité; ainsi la faim, la déplorable situation sanitaire, l'absence de parcours de vie solides et favorables, la violence comme pratique politique et pratique subversive de pouvoir, les conflits territoriaux continuent à engendrer de flux migratoires massifs. Ces migrants sont davantage considérés, depuis l'optique d'une géopolitique conçue de manière consensuelle par les Etats forts, comme des illégaux; forcés et bien souvent objets de convoitise des mafias locales ou transnationales, certains d'entre eux parviennent à traverser des frontières qui deviennent occasionnellement «accessibles» même si elles sont «sécurisées». Or, les œuvres d'art ainsi que les récits de vie permettent de continuer à s'interroger: qui sont dans l'actualité les visages solitaires ou collectifs du lointain? La mobilité d'un migrant a-t-elle la même cadence que celle d'une migrante? Comment se revendique un «intérieur» quand on est désormais à l'extérieur? Comment se fixe-t-on lorsque l'on a le statut de personne déplacée? Comment s'opère le déplacement des racines, et donc des origines, vers la mobilité d'un extérieur incertain? Que signifie traverser une frontière? Que signifie traverser une frontière pour une femme accablée par des stigmates qui la rendent très vulnérable? En quoi et comment le corps migrant peut être un objet d'exploitation lucrative et destructrice? Se déplacer représente aujourd'hui réellement une dynamique de mouvement(s) et de changement(s)? Si au nom des nouvelles technologies cyclopéennes et de la profusion visuelle des signifiants tout ce qui vient d'être mentionné semble se voir, semble se dénoncer, ce tout cherche toujours des voies et des voix pour pouvoir se dire et retrouver ainsi l'impact du signifié. L'art de la parole (selon Aristote), c'est-à-dire la littérature, comme acte de

4 Georges Simmel, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999, p. 606.

perversion et acte de création (selon Georges Bataille), est plus que jamais aujourd'hui adossée à la réalité, trop insoutenable, trop incontrôlable, trop mystérieuse pour ne pas «électriser» les mots. L'art s'évertue à lire les mondes en faisant éclater la normativité et l'apathie dans laquelle nos sociétés et leurs représentations nous ont emmurés.

Il nous reste seulement à espérer que les essais qui sont contenus dans ce volume contribueront à l'analyse de ces questions essentielles à l'heure d'un grand tournant théorique dans le contexte des sciences humaines, qui concerne autant les fonctions de la littérature que les transformations des sociétés du sous-continent.

Frontière, récits de vie
et littérature au Mexique

Más allá de las fronteras de la impunidad: el feminicidio en Ciudad Juárez y la Sentencia del Campo algodonoero

LUCIA MELGAR
UIM (México)

2010, año en que se conmemora el centenario de la Revolución Mexicana, ha sido para México y en particular para la frontera norte un año de sangre y muerte. Desde 2007, cuando se inició la «guerra contra el narco», hasta julio de 2010 habían muerto asesinadas más de 28.000 personas según cifras oficiales¹; para fin de año se habrán rebasado las 30.000. Resultado de una guerra civil no declarada, estas muertes suelen atribuirse a «enfrentamientos» entre delincuentes ligados al narcotráfico, por lo que no se investigan y quedan sin castigo.

Si estas cifras son alarmantes, más lo es la normalización de la violencia que se va imponiendo en el país. La intensificación y expansión de la violencia contra individuos y comunidades ha vuelto recurrentes decapitaciones, mutilaciones y asesinatos múltiples. En la frontera norte aumentan extorsiones y secuestros, se descubren tumbas clandestinas donde se acumulan cadáveres de migrantes (como los 72 asesinados en Tamaulipas en agosto de 2010) o de personas de origen desconocido; se repiten masacres de jóvenes en fiestas, reuniones familiares y centros de rehabilitación para adictos (como las sucedidas en Ciudad Juárez en enero y octubre del 2010), y se dan violaciones tumultuarias de mujeres y niñas que por lo general no se denuncian.

En el discurso oficial, en los medios y en gran parte del discurso social, lo que se percibe como «nuevas» violencias – aunque tengan

1 Datos del CISEN (Centro de Inteligencia y Seguridad Nacional) de julio de 2010. Según la Procuraduría General de la República (PGR) eran 24,826. La explicación de la diferencia de cifras no es clara.

antecedentes en la «guerra sucia» de los años 70² – tiende a ocultar o borrar la persistente violencia de género, problema social que a la vez se vuelve más visible y se normaliza. La violencia doméstica afecta a más de la mitad de la población femenina, con tasas del 47% entre las mujeres de más de 15 años según encuestas oficiales como la ENDIREH (INEGI, 2006). No obstante avances legales, como la Ley de Igualdad (2005) y la Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia (2007), el sistema judicial es ineficaz y el acceso a la justicia para las mujeres muy problemático. Los casos de violencia «intrafamiliar» no reciben la atención necesaria y muchas veces quedan sin castigo, lo mismo que los asesinatos de mujeres por sus parejas. Cabe señalar que la tasa de impunidad de los delitos en el país rebasa el 95%.

A esa violencia general se añaden los brutales asesinatos de mujeres y niñas pobres que, desde 1993, llamaron la atención internacional sobre Ciudad Juárez, aun antes de que se convirtiera en «la ciudad más peligrosa del mundo», como se le conoce hoy. Esos crímenes continúan y se han extendido a Chihuahua y a otras ciudades y regiones del país³, incluso en grados más altos. Por eso, aunque las autoridades pretendieron dar por cerrado el caso del feminicidio en Ciudad Juárez en 2006, persisten las demandas de «verdad y justicia» por los crímenes pasados, y por los de hoy.

En el actual contexto de militarización del país y en el marco de una globalización que también favorece la violencia contra las mujeres en cuanto mina las fronteras nacionales y el concepto de «ciudadanía con derechos» que el Estado-nación debe garantizar y proteger, es importante destacar el significado del feminicidio en Ciudad Juárez y su ocultamiento como un caso paradigmático de violencia de género y «misoginia oficial» que se ha manifestado con particular intensidad

2 Así se conoce el período, hasta hace poco callado, de la represión gubernamental contra guerrilla urbana y rural y movimientos sociales, caracterizada por violaciones de derechos humanos por parte del ejército.

3 El Estado de México se ha convertido en una de las zonas con cifras más altas de mujeres asesinadas, también con gran impunidad. Hoy día es difícil comparar cifras por la falta de sistematicidad en la clasificación.

en la frontera norte y afecta directa e indirectamente la vida social en el país. En este ensayo propongo leerlo también como un proceso de aprendizaje social de la violencia que antecede a la normalización de la violencia extrema actual y la refuerza, no sólo en la ciudad fronteriza sino, cada vez más, a lo largo y ancho del territorio mexicano.

Como expondré a continuación, la persistencia de asesinatos brutales de mujeres, que quedan impunes, demuestra una profunda crisis del estado de derecho y conlleva una honda degradación de la vida política y social. La Sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH) de la Organización de Estados Americanos (OEA) contra el Estado mexicano por el caso «González y otras», mejor conocido como caso del «Campo algodoner», emitida en 2009, corrobora la responsabilidad del Estado en estos crímenes y en ello radica su importancia histórica. Queda en duda, sin embargo, la viabilidad de que el gobierno actual cumpla con sus disposiciones.

El feminicidio en Ciudad Juárez: laberintos de la impunidad

En Ciudad Juárez han muerto asesinadas cientos de mujeres. Entre 1993 y 2003, según diversos organismos nacionales e internacionales, se contaban más de 500, de las cuales por lo menos un tercio habían sufrido muertes atroces⁴. Estos asesinatos crueles, precedidos de secuestro, tortura, violación, y la posterior aparición del cadáver, semi-desnudo o desnudo en un terreno baldío, son los que más claramente ilustran una violencia misógina. Por su saña y gratuidad y por atentar contra mujeres «por el hecho de ser mujeres», pueden caracterizarse

4 Las cifras por sí mismas no hablan de las vidas truncadas y del impacto social de la violencia, y deben tomarse con sospecha. Pueden verse, sin embargo, los informes de Amnistía Internacional y de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, entre otros.

como «crímenes de odio» (Monsiváis) y se han definido también como «feminicidio sexual serial» (Monárrez, 2001).

Por «feminicidio» entiendo aquí un conjunto de asesinatos dolosos de mujeres por el hecho de ser mujeres, caracterizados por crueldad extrema; que quedan impunes, por acción u omisión del Estado, y que por ello pueden considerarse «crímenes de Estado» o de «lesa humanidad». Con esta definición más restringida que el término «*femicide*» acuñado por Russell, (Radford & Russell, 1992), del que deriva, o que «femicidio»⁵, me interesa destacar el grado extremo de violencia misógina que suponen los crímenes, así como la impunidad en que quedan pese a su alto impacto social y a las denuncias de la sociedad civil. La impunidad, en efecto, da a estos asesinatos un carácter por demás ominoso pues supone una «misoginia estatal» que es «expresión agravada de la misoginia social, que niega a las mujeres el derecho inalienable a la vida, la libertad, la autonomía, y que en definitiva justifica la violencia contra las mujeres en sus formas más extremas»⁶.

Las cifras de asesinatos en la frontera norte de México han aumentado drásticamente desde 2007, con el inicio de la guerra contra el narco y la militarización del país. Según fuentes gubernamentales e independientes, sólo en Ciudad Juárez se cuentan casi 6.000 en este período. Por otra parte, en 2009, según organismos de derechos humanos, murieron asesinadas en Ciudad Juárez 164 mujeres y, entre enero y julio de 2010, más de 100⁷. La escalofriante multiplicación de homicidios, sobre todo de hombres, ha contribuido a situar la muerte violenta de mujeres en segundo plano: para algunos, contar 800 asesi-

5 Los términos «feminicidio» y «femicidio» no son necesariamente equivalentes. En México se usa más «feminicidio», acuñado por la antropóloga Marcela Lagarde a partir del concepto *femicide* (Radford & Russell, 1992), pero en la prensa denota cualquier asesinato de mujer; en Centroamérica Carcedo acuñó el uso de «femicidio». Para una discusión del tema, véase Carcedo, 2010.

6 Carcedo, Ana. (Coord.), *No olvidamos ni aceptamos: femicidio en Centroamérica 2000-2006*, San José, Costa Rica, CEFEMINA, 2010, p. 43.

7 Datos del Observatorio Ciudadano del Feminicidio, a julio de 2010 y prensa. Se habla hoy de más de 800 mujeres asesinadas, más de 400 en los últimos 4 años. Muchos de los asesinatos recientes son resultado de balaceras pero asesinatos crueles y desapariciones persisten.

atos de mujeres en Ciudad Juárez en más de quince años sería una tragedia menor.

Más allá de que ninguna muerte violenta impune puede tolerarse, la tendencia actual a minimizar los asesinatos de mujeres coincide con la ya usual práctica del gobierno mexicano de negar el feminicidio en Juárez y trivializar el significado social y político de la violencia de género en el país. Si hoy voces oficiales subsumen los asesinatos de mujeres más brutales en la masa de homicidios dolosos que se atribuyen a la mafia, antes se pretendió neutralizar su horror adscribiéndolos a la esfera de la violencia «intrafamiliar», sin explicar por qué ésta alcanzaría semejante grados de crueldad. Por ello es preciso recalcar que el *feminicidio* (en particular en Ciudad Juárez y Chihuahua) es un fenómeno específico que antecede al inicio de la militarización del país y al auge de violencia extrema. Sin duda desde 2007 se han ampliado las zonas de guerra y de «estado de excepción» *de facto*, donde la vida humana se devalúa y donde las mujeres y niñas son vistas como «botín» por los distintos grupos de hombres armados. Sin embargo, el feminicidio y la impunidad ya se habían denunciado años atrás: en 1998 la Comisión Nacional de Derechos Humanos expidió la recomendación 98/44 al Estado mexicano por la falta de procuración de justicia en esos casos. Si bien no le dio seguimiento exhaustivo a ésta, emitió otros reportes muy críticos hasta 2005.

Aunque no hay información confiable, por falta de investigación policiaca, el inicio de esos crímenes en 1993-1994, justo cuando se ponía en marcha el Tratado de Libre Comercio (NAFTA), ha llevado a interpretarlos como signo de una reacción de los grupos de poder locales – incluyendo al cartel de Juárez – contra esa intervención del centro (y de la globalización) en la franja fronteriza entre México y Estados Unidos. Al cabo de más de una década de impunidad estarían involucrados también policías y funcionarios y algún asesino serial (González Rodríguez, 2002; Washington, 2005). Los cuerpos femeninos serían usados por grupos mafiosos como espacios de inscripción del poder masculino mediante la violencia, por lo que Segato los llama «crímenes de segundo estado» (2007).

Desde esta perspectiva, aunque la guerra haya traído nuevas violencias contra las mujeres, restar importancia a esa brutalidad pasada impide comprender tanto el significado específico del feminicidio como el proceso de tolerancia a la violencia extrema que ha propiciado su impunidad. Como plantea el psicólogo social jesuita Ignacio Martín-Baró en el marco de la guerra civil en Centroamérica, un contexto violento favorece la violencia y amplía la tolerancia hacia ella (1983, Cap. VIII). La impunidad también favorece la proliferación de la violencia. Cuando el crimen no se castiga, queda abierto el camino a nuevos crímenes. La impunidad que favoreció la socialización del crimen en Ciudad Juárez, en la ciudad de Chihuahua, en el estado y luego en otras zonas, ha sido determinante en la normalización y banalización de la violencia de género en particular, y en la ampliación de la tolerancia social hacia todo tipo de violencias.

La normalización de la barbarie ¿global/local?

A la actual tolerancia de la violencia extrema en México antecedió en efecto un largo proceso de normalización de la barbarie contra mujeres y niñas, en que se entretejieron la criminalización de las víctimas, la negación de justicia y la política de simulación.

Cabe recordar que desde el inicio de los asesinatos brutales de mujeres en Ciudad Juárez, precedidos de secuestro y tortura, seguidos de la post-victimización que significa tirar a un baldío el cadáver, desnudo o semi desnudo, mutilado y a veces quemado, las autoridades locales y estatales optaron por culpar de su muerte a las propias víctimas y a sus familias. Voces oficiales aludieron a la supuesta «doble vida» de las empleadas de *maquiladoras*⁸ y a la irresponsabilidad de los padres

8 Industria transnacional de procesamiento para la exportación: se ensamblan insumos importados para reexportarlos (proceso de electrónicos, por ejemplo), suelen emplear mano de obra femenina.

(1994-2000), actualizando así prejuicios sexistas e iniciando una especie de «privatización de la violencia» que conduciría después a atribuir la mayor parte de los asesinatos a la violencia «intrafamiliar» (2005-2006), eliminando distinciones fundamentales entre distintos tipos de agresiones contra las mujeres⁹. Este tipo de discurso oficial deriva de una visión machista y tradicional que ya en los años noventa pretendía negar los cambios socioeconómicos provocados por el auge de las maquiladoras y la primacía de la mano de obra femenina a partir de los años ochenta. Además de soslayar que el Estado debe garantizar la seguridad y la libertad de movimiento, quienes acusaban a las mujeres de «tomar riesgos» olvidaban que las obreras tenían que ir a trabajar, aun de madrugada, y que los secuestros también se daban de día y en pleno centro de la ciudad.

A esa criminalización de las víctimas en el discurso oficial subyace una ideología patriarcal obsoleta pero también una visión de las trabajadoras (y, por extensión, de las mujeres pobres, jóvenes, migrantes) como mano de obra sustituible y cuerpos desechables. Como explica Alicia Schmidt-Camacho (2007), ésta es la lógica del neoliberalismo globalizado que opera en la frontera entre México y Estados Unidos. Ciudad fronteriza, donde se desarrolló una industria ensambladora transnacional, foco de inmigración continua, Ciudad Juárez ha experimentado una crisis de la ciudadanía. El Estado nacional ya no puede proteger los derechos de sus ciudadanas: las condiciones para el desarrollo de la ciudad como polo industrial en la era del Tratado de Libre Comercio (TLC o NAFTA por sus siglas en inglés, iniciado en 1994), se contraponen a los conceptos de soberanía y ciudadanía nacional. Ciudad Juárez no sería entonces una excepción sino un caso emblemático de las agudas contradicciones entre lo local y lo global, entre la sociedad que todavía apela al Estado de derecho y el Estado sometido a las presiones del capitalismo global. O peor, según plantea Carlos Oliva Mendoza, Ciudad Juárez sería un ejemplo culminante de lo que

9 Esta tendencia culmina en 2010 con la atribución del 90 por ciento de los asesinatos al narco, sin investigación que lo pruebe (*Diario de Chihuahua*, agosto 2010).

sucede bajo la «ciencia y tecnología del capital» donde todo lo que se produce es potencialmente excedente, y donde se produce asimismo un «sujeto excedentario»¹⁰, cuyo mejor representante sería el migrante o la migrante. Ya sea en el patriarcado nacional o en el neoliberalismo, las mujeres, migrantes en tránsito, con o sin papeles, asentadas en su propio país o en otro, llevan la peor parte.

En Ciudad Juárez y Chihuahua, ante la desidia de los agentes del sistema de justicia, las familias de muchachas «desaparecidas» (secuestradas) que luego aparecían asesinadas, a menudo tuvieron que iniciar sus propias indagaciones. Al darse cuenta de que enfrentaban el mismo drama y los mismos problemas, se unieron en organizaciones como «Nuestras hijas de regreso a casa», «Voces sin eco», o «Justicia para nuestras hijas» (ésta en la Ciudad de Chihuahua). Aunque tenían pocos recursos, vivían en barrios alejados, y hasta ir a levantar un acta de denuncia les era oneroso, lograron mantener una acción constante e incidir en la opinión pública nacional e internacional. Sus demandas de justicia y verdad recibieron el apoyo de medios, organizaciones sociales, académicas y políticas feministas, y se vieron reforzadas por reportes muy críticos de instancias como Amnistía Internacional (2003), la Oficina de Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (2003), y Relatoras Especiales de Naciones Unidas o la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH; en 2002, 2006).

Debido a esta presión, entre 2003 y 2006 se multiplicaron en México instancias oficiales, encargadas de dar seguimiento a los casos para esclarecerlos y hacer justicia. Comisiones, fiscalías, procuradurías y comités recibieron abundantes fondos para llevar a cabo investigaciones judiciales, prevenir y sancionar la violencia, investigar la corrupción y colusión oficial; estudiar las causas del feminicidio en Ciudad Juárez y otras zonas del país. Sin embargo, ni aun así pudieron obtenerse cifras confiables acerca de las muertes y desapariciones de mujeres o del número y calidad de los funcionarios negligentes o

10 Oliva Mendoza, Carlos, «Construcción cultural de la nación y feminicidio», en Martínez de la Escalera, Ana María (Coord.), *Feminicidio: actas de denuncia y controversia*, México, PUEG-UNAM, 2010, pp. 31-39. Aquí pp. 34-35.

corruptos. La falta de confiabilidad en las cifras, investigaciones y expedientes oficiales que se ha dado desde el inicio, ha sido a la vez indicio y parte de la gravedad y complejidad de este problema.

Ante el feminicidio en Ciudad Juárez en efecto, suele preguntarse: ¿Por qué? ¿Quién, ¿Cómo? ¿Para qué?. Hasta hoy sólo se puede responder con hipótesis, por falta de datos. No se ha determinado la identidad de los culpables, sus móviles, lo que permitiría explicar las causas de los asesinatos, sancionarlos y prevenirlos. No se han preservado las pruebas, ni se han armado bien los expedientes, ni se han seguido líneas de investigación coherentes. Por el contrario, por más de una década, se fabricaron culpables mediante la construcción de historias estrafalarias¹¹, el recurso a la tortura y el asesinato de chivos expiatorios; se quemaron o perdieron evidencias, se maltrató a los familiares con dilaciones, amenazas y hasta la entrega de restos de identidad dudosa¹². Luego, en vez de reparar el daño conforme a derecho, se intentó comprar a las familias y a las organizaciones; se buscó dividir las, e incluso se les acusó de «lucrar con el dolor»; todo con el fin de acallarlas. Como ha estudiado Melissa Wright (2007), la indignante acusación de lucro esgrimida contra las familias, saca a la luz la dificultad que enfrenta quien ha de exponer su dolor privado en la esfera pública para exigir una respuesta *pública*.

Ante la imposibilidad de acallar a las madres y a las organizaciones sociales, voces oficiales llegaron a afirmar que el feminicidio era un «mito» inventado por feministas, periodistas y académicos¹³, a la vez

-
- 11 La historia del hombre encarcelado en Santa Teresa, la ficticia Juárez de la novela 2666 de Roberto Bolaño se inspira en el caso real de Sharif Sharif, acusado de varios asesinatos y de pagar a bandas de criminales desde la cárcel. Murió en la prisión en 2006.
 - 12 Este patrón es recurrente y se dio claramente en torno al caso del «campo algodoner» (2001) por lo que una fuente muy útil es la Sentencia de la CoIDH (2009).
 - 13 Como afirmara también un alto funcionario del gobierno federal en una reunión de funcionarios con el Grupo de Trabajo Alternativas, del que fui cofundadora e integrante de 2004 a marzo de 2005. Este Grupo interdisciplinario propuso un «Plan alternativo para esclarecer el feminicidio en Ciudad Juárez», básicamente mediante el establecimiento de una sola instancia coordinadora del proceso des-

que se acusaba a las organizaciones sociales de «dañar la imagen» de Juárez con sus necios reclamos de justicia (2005-2006). Los grupos de poder locales promovieron una campaña para mejorar la *imagen*, no la realidad: en vez de mejorar el transporte público del que dependen las trabajadoras por ejemplo, se eliminaron las «carcachas», los coches viejos que daban mala impresión, gesto nimio en una ciudad rodeada de cementerios de automóviles y autopartes.

En un sentido, lo mismo que las Madres de Plaza de Mayo en Argentina, las madres de Juárez y Chihuahua ocuparon con sus voces y cuerpos un espacio que, en una sociedad tradicional, les estaba vedado. En su caso, la pobreza agudizó su vulnerabilidad ante una sociedad machista y clasista. Su persistencia resulta por demás admirable y la falta de respuesta a sus demandas aún más significativa.

La incapacidad o corrupción recurrente de policías y funcionarios, la multiplicación de instancias oficiales carentes de facultades para cumplir sus tareas, así como la falta de sanción a funcionarios negligentes, o sospechosos de complicidad, no son circunstanciales: forman parte de un *proceso de institucionalización de la impunidad*. Esta ha sido, sin duda, un punto álgido en los reiterados informes críticos nacionales e internacionales que documentan la falta de debido proceso, debida diligencia, reparación del daño. De ellos se han derivado recomendaciones internacionales a las que México ha respondido con reportes oficiales de avances ficticios cuya vacuidad quedó demostrada por la Sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH) contra México por el «caso del Campo algodonero».

Como plantearé a continuación, esta condena tiene un doble valor simbólico y contradictorio. Por un lado, implica que una instancia internacional, por encima de las maniobras del estado nacional, convalida las demandas de justicia y verdad de la sociedad; por otro lado, ilumina el *impasse* al que ha llevado al gobierno su propia política de simulación, y también, muestra algunos límites de la justicia internacional.

de la investigación hasta la reparación del daño. La iniciativa no prosperó y el grupo se disolvió, aunque varias de sus integrantes seguimos trabajando en investigación-acción sobre el tema hasta la fecha.

La Sentencia del Campo algodonerero: hito histórico y comedia de errores

La condena de la CoIDH contra el Estado mexicano, cuyos lineamientos inmediatos deben cumplirse en 2010, ha vuelto a poner el dedo en la llaga del feminicidio e ilumina la profundidad de la crisis actual del estado de derecho. Recordemos primero los hechos.

El caso del «Campo algodonerero» es uno de los episodios más macabros en la ominosa historia del feminicidio en Ciudad Juárez. En 2001 hizo evidente que, contra lo que afirmaba la versión oficial, las desapariciones y asesinatos de niñas y mujeres no eran hechos aislados sino que: 1) respondían a un patrón en cuanto al tipo de víctimas y al tipo de asesinatos, 2) implicaban cierta forma de organización y sugerían la existencia de grupos o redes delictivas, 3) incluían algún tipo de mensaje o alusión a un valor simbólico territorial.

La escena completa del campo algodonerero (así conocido porque alguna vez lo fue) es dantesca: en un terreno baldío de la ciudad, aparecieron el 6 de noviembre de 2001 cinco cuerpos de mujeres y niñas semidesnudas, con claras marcas de violencia sexual y mutilación. Al día siguiente, se encontraron 3 cadáveres más. Lo que revelaba el hallazgo era atroz. Los cuerpos correspondían a jóvenes y niñas desaparecidas hasta dos meses atrás¹⁴, lo que significaba que, o se habían tirado juntos cadáveres guardados en distintos momentos por separado, o que las mujeres habían sufrido semanas o hasta dos meses de cautiverio antes de ser asesinadas, ¿juntas o separadas?. La pregunta evidente era: ¿quién estaba detrás de esas distintas desapariciones que culminaban en la macabra conjunción, en un mismo lugar y tiempo, de las mujeres asesinadas?

Lo que sucedió para *no* responder a esa pregunta es lo que llevó a la CoIDH a condenar a México. En efecto, pese a la magnitud de esta

14 En los tres casos aceptados por la Corte, Laura Berenice Ramos Monárrez desapareció el 22 de septiembre; Claudia Ivette González, el 10 de octubre; Irma Esmeralda Herrera Montiel, el 29 de octubre.

«siembra de cadáveres», el gobierno siguió el guión acostumbrado: la simulación. Se fabricaron culpables¹⁵, se manipuló y buscó amedrentar a las familias, se equivocaron indicios y pruebas al grado que once familias (no sólo ocho) fueron involucradas y afectadas por el errático proceso de identificación.

Lo particular de este caso (además del horror) fue la persistencia de las familias que, tras agotar todas las instancias nacionales, acudieron en 2006 ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la OEA. De los casos presentados se aceptaron tres: los de Laura Berenice Ramos Monárrez de 17 años, Irma Esmeralda Herrera Montiel de 15 y Claudia Ivette González de 20. Tras un largo proceso, en noviembre de 2009 la Corte correspondiente (CoIDH) condenó al Estado mexicano por violar convenciones internacionales que había firmado (Belem do Pará, CEDAW, ambas relativas a la obligación de prevenir y sancionar la violencia contra las mujeres; y la de Derechos de la infancia) y por no cumplir con su obligación de garantizar el respeto a los derechos humanos de las mujeres, al no actuar con debida diligencia en casi ninguna etapa del proceso de investigación, sanción, y reparación del daño¹⁶.

La Sentencia marca un hito en la lucha por los derechos humanos de las mujeres, en cuanto reconoce la gravedad del «homicidio de mujer por razones de género», «también conocido como feminicidio», y enuncia las responsabilidades del Estado. A la vez, establece disposiciones que México debe cumplir para evitar la repetición de los actos delictivos y para reparar el daño. Esto incluye llevar a cabo la investigación que permita castigar a los culpables, pagar la reparación del daño y los costes legales a las familias – lo cual es un reconoci-

15 A 4 días de encontrar los 8 cuerpos, se detuvo y acusó como «asesinos seriales» a Víctor Javier García Uribe y a Gustavo González Mesa. Este murió en la cárcel en 2003. A García Uribe se le condenó a 50 años de prisión pero en 2006 se le absolvió tras probarse que había sido torturado para confesarse culpable.

16 Para dar un ejemplo, se violaron los derechos de la infancia al no buscar de inmediato a las menores, aun cuando se suponía que había ya un protocolo para buscar de inmediato a las víctimas con perfil de alto riesgo (uno de los logros de la lucha contra el feminicidio).

miento de que sufrieron violencia institucional. Contra la usual política de ocultamiento de datos y negación del problema, se estipuló que el gobierno debía publicar la Sentencia (lo cual hizo) y hacer pública la información sobre todas las mujeres asesinadas o desaparecidas desde 1993 en un portal de Internet (que se creó pero no tiene información suficiente ni actualizada). Asimismo se incluyeron actos simbólicos de memoria y petición de perdón, en gran medida a solicitud de los abogados de las familias, que incluyen un monumento y una ceremonia pública en el campo algodonerero a más tardar el 10 de diciembre de 2010, pero no la creación del día nacional contra el feminicidio.

En el contexto de militarización, violencia extrema, impunidad del crimen y trivialización de las muertes de jóvenes, niños, mujeres y hombres, que ha predominado en el país desde 2007-2008 y se ha agudizado a lo largo del 2010, cumplir esta Sentencia ha sido la menor de las preocupaciones del gobierno mexicano. Hasta octubre de 2010 no había casi avances¹⁷.

La sociedad y algunas diputadas preocupadas por el tema del feminicidio desde años anteriores, procedieron ante la sentencia como lo habían hecho ante la creación de instancias encargadas de resolver el problema antes. En la Cámara de Diputados por ejemplo, existe una Comisión especial para dar seguimiento a los feminicidios en el país, que se ocupa del (in) cumplimiento de la sentencia por parte de las instancias gubernamentales correspondientes. Las organizaciones de familiares y de derechos humanos, por su parte, han insistido en que la Sentencia debe cumplirse; la academia ha contribuido al análisis y difusión de la sentencia con algunos libros (véase Martínez de la Escalera, 2010; o el de la Red de investigadoras, 2010).

En estricto derecho y en estricto sentido de justicia todas las acciones y demandas de la sociedad para que se cumpla la Sentencia de la CoIDH son razonables y coherentes con lo que han sido las denuncias

17 No se ha puesto orden en el sistema judicial estatal. Se hizo antes una reforma estatal para establecer juicios orales, sistema que hace unos meses permitió que saliera en libertad el asesino confeso de una mujer de 16 años. La página sobre el feminicidio se creó pero no tiene datos.

y exigencias de las organizaciones de familiares y de la sociedad civil desde hace más de quince años. En términos políticos, sin embargo, el cumplimiento de la Sentencia tiene implicaciones éticas y simbólicas problemáticas que ya han empezado a evidenciarse y que interesa comentar brevemente.

Lo que la Sentencia de la Corte estableció puede considerarse como una hoja de ruta para un regreso a la «normalidad» legal, a la restauración de la Ley y del Estado de derecho en México, una vez reconocida la responsabilidad del Estado respecto al feminicidio (aunque uno de los límites de la Sentencia es que no usa propiamente este término). A lo largo de 2010, sin embargo, no sólo la violencia se disparó, la legalidad se deterioró y puede decirse que el Estado de derecho subsiste sólo penosamente en algún oasis como el Distrito Federal. Sin contar las atrocidades cotidianas del crimen organizado, las violaciones a los derechos humanos perpetradas por policías y militares han aumentado drásticamente, la libertad de prensa subsiste en el papel pero los periodistas saben que corren el riesgo de morir o ser amenazados en uno de los diez países más peligrosos del mundo para el ejercicio del periodismo, según la Clasificación mundial sobre libertad de expresión 2010 de Reporteros sin Fronteras. El Estado mexicano de hecho ya ha recibido una nueva sentencia condenatoria por parte de la CoIDH, por el caso de Rosendo Radilla, luchador social de Guerrero desaparecido en 1974 (en plena guerra sucia contra la guerrilla), además de seguir acumulando «recomendaciones» internacionales por incumplimiento de la CEDAW, y por violaciones de mujeres indígenas por parte de militares (Olivares 2010), sucedidas años atrás y que quedaron impunes, como tantos otros crímenes.

¿En qué medida entonces el mismo gobierno que ha militarizado el país y que se desentiende de los asesinatos de ya 30,000 personas se apegaría a la legalidad si cumpliera con algunas de las medidas que impone la Sentencia? ¿Qué sentido puede tener el cumplimiento de la Sentencia en esta realidad?

Desde mi perspectiva el gobierno mexicano está en un *impasse* y en cierto modo ha puesto también a la sociedad en una encrucijada. Romper con la política de simulación es difícil pues implica cambios

estructurales; reconocer a fines de 2010 la urgencia de aplicar las medidas preventivas, de reparación y sanción (como establece la Sentencia) implicaría – en términos lógicos, simplemente – la necesidad de detener la normalización y expansión de la violencia generalizada en el país, lo contrario de lo que ha sucedido en este año.

Por otra parte, el Estado mexicano es un concepto abstracto que en la realidad está encarnado (por decirlo burdamente) en un conjunto de funcionarios. Si nos preguntamos quiénes son los encargados de cumplir con esta Sentencia, las dificultades son aún más obvias. En efecto, quienes deben llevar a cabo las acciones de investigación y reparación, información y justicia, memoria y perdón, no son los diplomáticos que intentaron convencer a la CoIDH de que sus informes anteriores no eran ficción; son los procuradores de justicia, los jueces, los encargados del sistema penal, los funcionarios encargados de velar por el cumplimiento de las leyes y el buen gobierno. Aquí es donde la realidad parece rebasar los delirios de la ficción: en México no sólo no se ha castigado a los funcionarios sospechosos de colusión, corrupción o negligencia, se les ha ascendido. El caso más flagrante, sin ser el único, es el del nombramiento del titular de la Procuraduría General de la República en septiembre de 2009¹⁸, antiguo procurador de Chihuahua en 1996-98 (la peor época del feminicidio), al que la recomendación 98/44 de la CNDH señalaba como funcionario que debería ser investigado. No obstante las protestas ciudadanas contra ese nombramiento del Ejecutivo, debido a esa sombra de sospecha y a testimonios de las madres de víctimas acerca de su mal desempeño a nivel estatal, el Senado lo ratificó. Para la sociedad esto hizo evidente que la impunidad del feminicidio era (y es) una política de Estado.

Este ejemplo de desinterés de los representantes del Estado por las demandas de justicia de la sociedad basta, me parece, para cuestionar, así sea difícil hacerlo, el sentido del cumplimiento de la Sentencia, desde una perspectiva ética. Por ejemplo, ¿qué significaría que el 10 de diciembre se inaugurara un monumento a las víctimas del femini-

18 Ya se sabía entonces que la Sentencia de la CoIDH estaba por dictarse y que probablemente sería condenatoria.